



Sénégal : où sont passés les gardiens autoproclamés de la vertu ?

Description

La chronique de Patrick Pilcer

Le Sénégal vient de promulguer une loi doublant les peines de prison visant les homosexuels. Désormais, les relations homosexuelles y sont passibles de cinq à dix ans d'emprisonnement, tandis que la promotion ou le financement de l'homosexualité font également l'objet de sanctions pénales. Cette évolution a suscité l'inquiétude de quelques défenseurs des droits humains.

Mais pourtant, le silence général est assourdissant, et inquiétant.

Où sont les pétitions des artistes engagés ? Où sont les tribunes indignées de ceux qui, à longueur d'année, prétendent incarner la conscience morale de notre temps ? Où sont les campagnes virales, les appels au boycott, les injonctions aux fédérations sportives internationales ?

Nulle part.

À croire que les droits humains sont devenus géographiques. Universels lorsqu'il s'agit de dénoncer l'Occident. Optionnels lorsqu'ils sont bafoués ailleurs.

Depuis des mois, les mêmes voix rivalisent d'indignation contre Israël. Certaines n'hésitent pas à reprendre les accusations les plus extrêmes, même quand elles les savent fausses et fabriquées. Chaque événement culturel, sportif ou universitaire devient prétexte à une démonstration politique. Les drapeaux palestiniens fleurissent dans les stades, les concerts et les cérémonies de remise de prix. Pas une manifestation en France comme en Europe, sur l'inflation, le chômage, le climat ou après une victoire sportive sans son drapeau palestinien et sans des propos ouvertement antijuifs.

Mais lorsqu'un État non occidental décide de durcir la répression contre les homosexuels, le silence devient soudain une vertu.

Pourquoi ?

La question mérite d'être posée.

Le 16 juin prochain, la France affrontera le Sénégal dans le cadre de la Coupe du monde de football. Prenons un pari. Verrons-nous des brassards arc-en-ciel ? Des prises de position publiques des joueurs ? Des demandes d'exclusion du Sénégal des compétitions internationales ? Des campagnes exigeant des sanctions de la FIFA ? Notre cher Ministre des Affaires Étrangères exigera-t-il une réunion du Conseil de Sécurité ou de l'ONU ? Interdira-t-il d'entrée sur notre territoire les responsables politiques sénégalais qui ont porté ces lois ? entendra-t-on Mélenchon, Rima Hassan, Marine Tondelier ou Sandrine Rousseau évoquer ce sujet et prendre la défense des LGBT ?

Personne n'y croit.

Pourtant, les mêmes qui considèrent qu'un événement sportif doit servir de tribune politique lorsqu'il s'agit d'autres conflits devraient logiquement appliquer les mêmes principes ici.

Les droits des homosexuels au Sénégal valent-ils moins que ceux défendus sous d'autres latitudes ?

La souffrance d'un homosexuel emprisonné injustement à Dakar est-elle moins digne d'attention qu'ailleurs ?

À moins que la véritable boussole ne soit pas la défense des droits humains mais la désignation permanente des mêmes coupables.

La crédibilité d'un combat se mesure à sa cohérence. Défendre les libertés uniquement lorsque cela permet de dénoncer l'Occident n'est pas de l'humanisme. C'est du militantisme sélectif.

Les droits humains ne sont ni de droite ni de gauche. Ils ne sont ni occidentaux ni orientaux. Ils ne devraient pas davantage être conditionnés à l'identité du pays mis en cause.

Si certains souhaitent faire du sport, de la culture ou de l'entreprise des lieux d'engagement politique, qu'ils aient au moins l'honnêteté intellectuelle d'appliquer leurs principes à tous.

Sans exception.

Car l'universalité n'admet pas le deux poids deux mesures.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée

3 juin 2026